

GIVORS LE MAIRE RÉPOND AUX DÉRIVES ANTI-RÉPUBLICAINES

Martial Passi: « Il faut des moyens pour assurer les valeurs républicaines »

Après un été agité (fusillade en centre-ville, cocktail Molotov lancé contre une école, mairie annexe incendiée), le maire de Givors tire la sonnette d'alarme. Il a alerté le Président François Hollande sur cette montée des violences par le biais d'une lettre. Ses explications.

Dans votre lettre au Président de la République, vous vous alarmez sur la montée des extrémismes à Givors. Comment en êtes-vous arrivé à ce constat ?

« À vrai dire, étant souvent amené à voyager en tant que vice-président des maires de France, j'ai tenu des propos dépassant le cadre de Givors. Je me suis rendu compte qu'ailleurs, comme ici, on est confronté à une montée des extrêmes, qu'ils soient religieux ou politiques. Généralement, ces extrêmes s'alimentent mutuellement. Et au milieu se trouvent les élus républicains et la population, qui essaient de tenir la cohérence d'une République. Ce qui n'est pas toujours simple. En réponse, il faut se rassembler derrière nos valeurs que sont la liberté, l'égalité, la fraternité, et à Givors la solidarité. »

Jugez-vous qu'aujourd'hui, un cap a été franchi dans ces violences ?

« C'est certain. Pendant les deux mois d'été, différents symboles de la République ont été pris pour cible. La mairie annexe des Vernes a été incendiée deux fois, l'école primaire Jacques-Duclos a été touchée par des cocktails Molotov, sans parler des difficultés que rencontrent la police, les pompiers ou les services des espaces verts et



■ « On ne va pas attendre que le Rhône, et la ville de Givors, arrivent à des situations aussi dégradées que la Grande Borne en région parisienne », lance Martial Passi. Photo Richard MOUILLAUD

de la propreté, qui se sont fait caillasser. Ces actes sont suffisamment forts et criants pour alerter le Président. »

Cette lettre fait tristement écho à l'actualité, une semaine après l'attaque au cocktail Molotov de policiers à Viry-Châtillon. Pensez-vous que votre ville est en danger ?

« Non. Je ne cherche ni à minimiser les faits, ni à leur donner une importance quelconque. Il y a des endroits où les interventions pouvaient être plus difficiles qu'ailleurs, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. J'imagine bien que les

voyous qui ont fait ça se comptent sur les doigts d'une main. De toute manière, rien ne peut expliquer la violence sur des personnes dépositaires de l'autorité publique. Mais ce n'est pas les seuls à être attaqués. Au début de l'été, un musicien s'est fait tirer dessus lors d'une fête aux Vernes. C'est intolérable. On ne peut pas faire subir ce type d'actes à notre population. »

Jusqu'où comptez-vous aller dans votre démarche ?

« Je n'ai pas encore reçu de réponse du Président. J'ai cru comprendre qu'il

avait d'autres chats à fouetter avec la parution de son livre. Mais je pense que le problème est suffisamment massif et important pour qu'au sein de son cabinet, une personne prenne le temps de me répondre. Surtout lorsque l'on parle d'extrémismes, et que les gens ont souvent tendance à stigmatiser. »

C'est-à-dire ?

« Je vais prendre un exemple. Certains élèves étaient en vacances le 15 juin et n'ont effectué leur rentrée que le 8 octobre, retardant leur retour de l'étranger, parce que leurs parents ne se soucient pas de ce qui est bien pour eux. Ce n'est ni une question religieuse, ni une question communautaire, mais bien une absence de conscience de l'intérêt de leur enfant. Il s'agit d'un non-respect des valeurs républicaines. L'école est publique, laïque et obligatoire, il faut que ça le reste. »

Que demandez-vous aujourd'hui ?

« Il faut des moyens pour assurer la transmission des valeurs de notre République. Au lieu d'enlever à Givors un million d'euros de dotation, l'État serait bien inspiré de nous laisser cette somme pour assurer une prévention plus importante, ce qui passe par avoir davantage d'éducateurs dans les quartiers, ouvrir le centre aéré plus longtemps, tout ce qui peut donner de la cohérence à l'action publique. Sinon, c'est la loi du plus fort qui s'applique. Ce n'est pas possible. On ne va pas attendre que le Rhône, et la ville de Givors, arrive à des situations aussi dégradées que la Grande Borne en région parisienne. »

Propos recueillis par Gautier Stangret

Arrivée de trois nouveaux policiers

Après avoir demandé à plusieurs reprises au ministère de l'Intérieur des moyens de sécurité supplémentaires, Martial Passi semble avoir été entendu. Dans un premier temps, trois policiers municipaux doivent arriver à partir de la semaine prochaine. Par ailleurs, les forces de l'ordre n'ont pas relevé de signes de radicalisation religieuse à Givors. Quelques procédures liées à l'apologie du terrorisme ont bien été ouvertes ces derniers mois, mais l'on avance davantage des jeunes s'inscrivant dans la provocation que dans la radicalisation. Néanmoins, la police constate l'augmentation du nombre de femmes voilées ou d'hommes portant la djellaba dans les rues de la ville. Mais là encore sans lien avéré avec une quelconque radicalisation.

Monsieur le Président de la République

S'il a convoqué une séance extraordinaire du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) le 22 septembre dernier après les événements délictueux et criminels de l'été, Martial Passi a donc choisi d'aller encore plus loin dans sa démarche, en écrivant fin septembre au Président de la République. Morceaux choisis.

■ « Faire face à une spirale infernale »

Le maire de Givors évoque d'abord une cohésion sociale « fragilisée » par les récents actes violents commis à l'intérieur même de sa commune, laissant place à d'autres signaux « souvent moins perceptibles », mais « tout aussi alarmants » : « Entre l'accroissement des inégalités sociales et économiques qui laissent sur le bord de la route un nombre croissant de nos concitoyens, le développe-

ment des intégrismes et la nette progression des faiseurs de haine qui attisent les braises de tous les racismes, nous devons faire face à une spirale infernale qui sape les fondements mêmes de notre République. »

■ « Un repli identitaire extrêmement inquiétant »

L'édile cite ensuite d'autres exemples tout aussi alarmants, qui pourraient, à moyen terme, avoir des conséquences sociales importantes : « Propos racistes et antisémites ouvertement assumés, année scolaire qui se termine à la mi-juin et recommence début octobre, agressions répétées contre les forces de l'ordre, les pompiers et les services municipaux, un espace public où les jeunes filles sont de plus en plus absentes... Autant d'exemples de remise en cause de la laïcité, et d'une perte de repères, qui plongent de trop

nombreux citoyens dans un repli identitaire extrêmement inquiétant. »

■ Une fracture avec la République laïque

Pour l' élu, « le message est clair : une partie de plus en plus importante de nos concitoyens ne s'inscrit plus vraiment dans le cadre de notre République laïque ». C'est pourquoi il tenait à avertir le chef de l'État « quant aux difficultés rencontrées par les élus locaux, pris en étau entre des habitants aux comportements de plus en plus radicalisés et des services publics fragilisés par une dramatique absence de moyens. » Néanmoins, dans cette lettre, Martial Passi ne demande pas de moyens supplémentaires, mais appelle à une prise de conscience afin de « répondre efficacement à cette inquiétante dérive sociale ».